

les autres qui parlent de l'agriculture en termes de PNB, de revenu net et de dépenses, qu'il y a dans une entreprise agricole des gens et un mode de vie très importants. C'est un mode de vie que l'on doit renforcer et maintenir, et aider par tous les moyens possibles.

Si l'on veut aider les agriculteurs, il faut accorder des prêts exempts d'intérêt aux jeunes agriculteurs ainsi qu'aux personnes qui veulent agrandir leur entreprise. Nous devons donner toujours plus d'argent à ces gens-là. J'aimerais rappeler aux économistes que les petits fermiers et les jeunes fermiers représentent les meilleurs consommateurs de notre pays. Ce sont eux qui achètent des machines, et des aliments et des vêtements pour leurs enfants. Ce sont eux qui achètent des installations pour leurs entreprises. Ce sont eux qui augmenteront la demande de biens de consommation, nous permettant en retour de créer plus d'emplois pour les Canadiens qui vivent dans les villes. De cette façon, tout le pays s'en trouvera mieux.

C'est pourquoi j'exhorte le gouvernement à accorder une plus grande priorité à l'agriculture, et à offrir des prêts exempts d'intérêt aux jeunes agriculteurs et aux petits exploitants qui veulent agrandir leur entreprise. Nous devrions étudier à nouveau l'article 1 du bill au comité. J'espère que les ministériels pourront nous en donner une explication satisfaisante. Dans le cas contraire, moi-même, ainsi que les autres membres de mon parti, nous nous y opposerons de toutes nos forces.

• (2050)

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, je ne voulais pas laisser passer la deuxième lecture de ce bill sans dire quelques mots. Je représente la circonscription de Shefford—mi-rurale, mi-urbaine—qui comprend la ville de Granby, où se trouve la plus importante coopérative agricole du Canada. L'an dernier, son chiffre d'affaires a été de plus de 100 millions de dollars. Elle a procédé à la transformation de la plupart des produits laitiers de la province de Québec, ce qui fait que la circonscription de Shefford pourrait peut-être servir d'exemple à beaucoup d'autres quant à l'industrie agricole.

En traitant de ce bill, monsieur le président, je voudrais m'inspirer des paroles d'un des plus grands présidents américains, qui disait: Il est impossible de vous épargner des ennuis en dépensant plus que votre revenu.

Ceux qui ont conçu ce bill C-5 n'ont certainement pas eu la même vision qu'Abraham Lincoln, qui fut un très grand homme d'État, qui pensait aux générations futures, contrairement à ceux qui ont préparé ce bill et qui pensent uniquement aux prochaines élections.

Monsieur le président, ce bill permettra la centralisation des fermes. Le gouvernement sait très bien que sa politique agricole ne permettra pas aux agriculteurs moyens de subsister et de concurrencer les autres. Comme on sait que l'exploitant d'une ferme moyenne ne pourra survivre, on prévoit, dans le bill, l'augmentation de l'endettement jusqu'au maximum de \$100,000, afin de permettre au gros cultivateur d'acheter la ferme moyenne qui n'est plus rentable, à cause de la politique agricole du gouvernement fédéral.

Monsieur le président, on dirait que la devise du gouvernement actuel, c'est de dire, comme d'ailleurs l'ont fait les gouvernements qui l'ont précédé: Produisez aujourd'hui, endettez-vous pour 25, 30 ou 40 ans. Achetez aujourd'hui

[M. Nystrom.]

la production d'hier avec l'argent de demain. On dit aux cultivateurs: Achetez aujourd'hui les tracteurs qu'on a produits hier avec des dettes qui seront peut-être payées dans 35 ou 40 ans. Achetez aujourd'hui de l'équipement qu'on peut produire aujourd'hui, ou qu'on aura produit hier, avec de l'argent que vous gagnerez demain.

On ne semble pas se soucier des dettes, monsieur le président. On dirait que le gouvernement se moque des dettes, si bien que l'honorable ministre des Finances (M. Turner) a été le premier, cet après-midi, à donner l'exemple aux Canadiens, aux cultivateurs, de ne pas se casser la tête avec des dettes. Je lui ai posé la question suivante: Est-ce que le gouvernement a oublié la dette nationale? Qu'est-ce que le gouvernement va faire au sujet de la dette nationale? Le ministre des Finances s'est levé, a haussé les épaules et a eu l'air étonné qu'on lui parle de la dette nationale.

Monsieur le président, les dettes que l'on met sur les épaules des cultivateurs, les dettes nationales que l'on met sur les épaules des Canadiens, devront être payées, sinon elles seront absorbées par ceux qui détiennent les hypothèques sur notre économie.

Monsieur le président, sous un gouvernement créditiste, dans une économie créditiste, on dirait: Produisons aujourd'hui, finançons notre production pour consommer en 1972 ce que nous avons produit en 1972.

Le Crédit social, monsieur le président, offre quatre solutions économiques.

D'abord, un système financier scientifiquement social pour livrer les marchandises des producteurs aux consommateurs, selon les besoins des consommateurs. Nous disons que l'économie canadienne est divisée en deux secteurs: le secteur public et le secteur privé. Et nous préconisons que la Banque du Canada serve à financer le secteur public, sans intérêt, pour permettre à toutes les épargnes investies dans les travaux publics, à toutes les épargnes gelées, paralysées ou investies dans la construction de ponts, de routes, de trottoirs, de services d'aqueduc, d'écoles, d'universités, de développer le secteur privé. Le jour où la Banque du Canada financera le secteur public, grâce à des prêts sans intérêt que les Canadiens devront rembourser, selon la dépréciation des utilités publiques qui, à ce moment-là, seront «dégelées», «décongestionnées» du secteur public, les épargnes pourront être mises à la disposition du processus de production ou de l'entreprise privée.

Donc, nous financerons le capital public par la Banque du Canada, et l'épargne des individus financera le secteur privé.

Je traiterai maintenant de l'autre solution. Je l'expliquerai ce soir. Elle convient très bien au bill C-5: toute production nouvelle doit être financée par des crédits nouveaux.

Monsieur le président, le Crédit social propose que les moyens de production soient financés par l'épargne, par des emprunts portant intérêt aux banques ou aux particuliers qui ont confiance dans l'entreprise ou aux caisses populaires. Bref, les producteurs auront recours aux capitaux privés pour financer les moyens de production comme, par exemple, les terrains, les usines, la machinerie ou toute dépense d'immobilisation servant à produire ou servant à l'entreprise privée, comme cela se pratique généralement aujourd'hui.

Monsieur le président, avant d'élaborer plus longuement cette explication selon laquelle toute production